

**BENYELLES, TALEB IBRAHIMI ET ALI YAHIA METTENT EN GARDE :**

# «Il faut empêcher le 4<sup>e</sup> mandat de Bouteflika»

*Trois personnalités nationales d'envergure, à savoir Ali Yahia Abdenmour, Benyelles et Taleb Ibrahimi appellent ouvertement à empêcher un quatrième mandat pour Abdelaziz Bouteflika. Dans une déclaration commune, rendue publique hier lundi, les trois s'en prennent vertement à l'homme, Bouteflika en l'occurrence, son bilan et son projet qu'ils qualifient carrément d'un «nouveau viol qu'il s'apprête à faire subir à notre peuple».*

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - «Après avoir bafoué la Constitution qui limitait le nombre de législatures à deux mandats, voilà que le clan au pouvoir veut reconduire M. Bouteflika — arrivé illégalement au pouvoir en 1999 — pour un 4<sup>e</sup> mandat consécutif».

L'ancien général à la retraite et ancien ministre des Transports sous Chadli et ex-candidat aux présidentielles d'avril 2004, Rachid Benyelles, l'ancien président de la Ligue algérienne des Droits de l'homme et ancien ministre sous Ben Bella, Ali Yahia Abdenmour et l'ancien ministre de l'Education, de l'Information et des Affaires étrangères, sous Ben Bella, Boumediène et Chadli successivement et, par ailleurs, rival de toujours de Abdelaziz Bouteflika, candidat lui aussi aux présidentielles d'avril 1999, Ahmed Taleb Ibrahimi, ne se font aucune illusion. Ils décrètent : «Sauf réaction significative de la société civile et politique, M. Bouteflika sera maintenu à la tête

de l'Etat au titre d'une parodie d'élection identique à toutes celles que nous avons connues dans le passé, et ce, malgré son âge avancé, son état de santé déplorable et le bilan fort contestable des quinze dernières années.»

En fait de bilan, les «trois» dressent un véritable réquisitoire du long règne de Bouteflika qui «a choisi d'engager le pays sur la voie qui lui permet de rester au pouvoir en achetant la paix sociale avec l'argent du pétrole». Un pétrole également qui avait permis à Bouteflika de faire le bonheur d'une «faune d'affairistes de tous acabits et de tous bords. Des contrats qui ont donné systématiquement lieu à des commissions exorbitantes au profit des contractants nationaux et de leurs intermédiaires à travers le monde. Des fortunes colossales se sont ainsi bâties sur le vol et la prévarication au détriment du Trésor algérien». Ce n'est pas tout, puisque tout passe au vitriol. Pour les trois



Rachid Benyelles.

personnalités, l'Etat algérien, sous Bouteflika, est devenu «déliquescent, caractérisé par une administration budgétivore et incompétente, une bureaucratie étouffante, des services publics défaillants, une économie dominée par les activités informelles, la spéculation, la fraude, l'évasion fiscale et monétaire. Un Etat hors normes, profondément gangréné par la corruption (aggravée par l'impunité) et totalement déconsidéré aux plans régional et international...».

Pour les signataires de la déclaration, toute «cette déchéance est l'œuvre de la coterie au pouvoir qui pousse maintenant l'arrogance jusqu'à



Ali Yahia Abdenmour.

vouloir imposer un quatrième mandat dans un climat délétère aggravé par une situation explosive dans le sud du pays et des déclarations irresponsables faites, hélas, au nom du FLN. De manière claire et solennelle, les «trois appellent à barrer la route à la candidature de Bouteflika». Et ce, «par tous les moyens pacifiques». Des moyens qu'ils énumèrent : «Prise de position individuelles et collectives, recueils de signatures, pétitions, déclarations, appels, etc.»

Aussi, et toujours à l'adresse de «toutes les forces saines du pays», ils lancent cet autre appel : «En cas de maintien de cette candidature, de boycotter-



Ahmed Taleb-Ibrahimi.

massivement le simulacre d'élections que le pouvoir projette de tenir.»

Taleb, Benyelles et Ali Yahia plaident enfin pour que «la prochaine élection présidentielle soit l'occasion d'une refondation des institutions afin que la situation que l'Algérie a connue durant les quinze dernières années ne se reproduise plus jamais». Pour, qu'aussi, la candidature à la magistrature suprême se soit plus permise «qu'aux seuls dirigeants dans la force de l'âge, en pleine possession de leurs capacités physiques et intellectuelles». Entendre, sans Bouteflika.

K. A.

## LE TEXTE DE LA DÉCLARATION

# Non à un quatrième mandat

**A**près avoir bafoué la Constitution qui limitait le nombre de législatures à deux mandats, voilà que le clan au pouvoir veut reconduire M. Bouteflika — arrivé illégalement au pouvoir en 1999 — pour un 4<sup>e</sup> mandat consécutif. C'est une négation de la République et du sacro-saint principe de l'alternance au pouvoir, une offense à la mémoire de ceux de nos compatriotes qui ont sacrifié leur vie pour l'indépendance du pays et une marque de mépris pour les citoyens que nous sommes. Sauf réaction significative de la société civile et politique, M. Bouteflika sera maintenu à la tête de l'Etat au titre d'une parodie d'élection identique à toutes celles que nous avons connues dans le passé, et ce, malgré son âge avancé, son état de santé déplorable et le bilan fort contestable des quinze dernières années. Un bilan d'autant plus inexcusable que l'Algérie aura connu au cours de cette période, une conjoncture exceptionnellement favorable, celle d'une paix civile retrouvée grâce à la population qui a rejeté et l'extrémisme et l'éradication, celle d'une pluviométrie providentielle et celle d'une embellie extraordinaire des cours du pétrole. Les recettes pétrolières colossales perçues durant cette période ont été dilapidées à l'exception d'une partie bloquée en bons de trésor, pour le seul bénéfice de l'économie américaine.

Au lieu d'utiliser la manne tombée du ciel pour bâtir une économie de substitution à l'économie rentière des hydrocarbures et propulser l'Algérie au rang des pays émergents, le régime de M. Bouteflika a choisi d'engager le pays sur

la voie qui lui permet de rester au pouvoir en achetant la paix sociale avec l'argent du pétrole. Pour ce faire, il a inondé le marché de produits d'importation et passé des contrats faramineux avec des entreprises étrangères de travaux et de prestation de service, à la grande satisfaction d'une faune d'affairistes de tous acabits et de tous bords. Des contrats qui ont donné systématiquement lieu à des commissions exorbitantes au profit des contractants nationaux et de leurs intermédiaires à travers le monde. Des fortunes colossales se sont ainsi bâties sur le vol et la prévarication au détriment du Trésor algérien.

Le pillage des recettes provenant de l'exportation des hydrocarbures au cours de ces années funestes pour l'intérêt du pays, a été accompagné par une surexploitation criminelle de nos gisements pétroliers pourtant bien connus pour la modestie de leurs réserves en comparaison avec celles des Etats pétroliers de la région. Une surexploitation qui a accéléré le processus d'épuisement déjà largement entamé, ce qui expose la nouvelle génération d'Algériens à de graves problèmes de ressources.

Peu de projets productifs ont vu le jour durant les quinze dernières années et le peu qui restait encore de l'ancien appareil de production a été démantelé pour laisser place nette aux barons de l'importation qui ont fait des Algériens une population d'assistés ayant perdu le sens de l'entreprise, ne produisant plus rien et attendant tout de l'extérieur, et vivant dans un Etat en queue de classement dans tous les rapports publiés périodiquement par les

institutions internationales. Un Etat déliquescent caractérisé par une administration budgétivore et incompétente, une bureaucratie étouffante, des services publics défaillants, une économie dominée par les activités informelles, la spéculation, la fraude, l'évasion fiscale et monétaire. Un Etat hors normes, profondément gangréné par la corruption (aggravée par l'impunité), et totalement déconsidéré aux plans régional et international. Un Etat incapable de protéger sa population contre les tonnes de kif qu'un pays voisin, connu pour sa politique expansionniste et son bellicisme à l'égard de l'Algérie, déverse quotidiennement sur nous, sans que le pouvoir en place réagisse. C'est une véritable «guerre de l'opium» que ce pays mène contre nous, une guerre qui fait des ravages dans la jeunesse algérienne et menace la République dans son intégrité territoriale.

Alors que l'Algérie, depuis l'indépendance, n'a jamais connu de conditions aussi favorables pour son développement qu'au cours des quinze dernières années, sa régression politique, économique, culturelle et éthique n'aura malheureusement jamais été aussi grande qu'au cours de cette même période. Cette déchéance est l'œuvre de la coterie au pouvoir qui pousse maintenant l'arrogance jusqu'à vouloir imposer un quatrième mandat dans un climat délétère aggravé par une situation explosive dans le sud du pays et des déclarations irresponsables faites hélas au nom du FLN.

Aussi, et devant le viol qu'il s'apprête à faire subir une nouvelle fois à notre

peuple, nous, signataires de cette déclaration, considérons qu'il est de notre devoir, devant Dieu et le peuple algérien, de dénoncer publiquement et solennellement, ses dérives politiques et morales inacceptables, sa gestion désastreuse des affaires de l'Etat et son immobilisme face au développement du régionalisme, du communautarisme et des forces centrifuges qui menacent le pays d'éclatement.

Nous signataires de la présente déclaration, disons non à une quatrième candidature de M. Bouteflika et appelons toutes les forces saines du pays — et notamment celles attachées à la justice sociale et à la moralisation de la vie politique — à exprimer leur refus par tous les moyens pacifiques qu'ils jugent utiles : prises de position individuelles et collectives, recueils de signatures, pétitions, déclarations, appels, etc., comme nous leur demandons, en cas de maintien de cette candidature, de boycotter massivement le simulacre d'élections que le pouvoir en place projette de tenir. La prochaine échéance électorale doit être l'occasion d'exiger une refondation des institutions afin que la situation que l'Algérie a connue durant les quinze dernières années ne se reproduise plus jamais et pour que la candidature à la magistrature suprême ne soit dorénavant permise qu'aux seuls dirigeants dans la force de l'âge, en pleine possession de leurs capacités physiques et intellectuelles, et cela, à l'exemple de tous les pays qui comptent dans le monde.

**Abdenmour Ali Yahia,  
Ahmed Taleb-Ibrahimi,  
Rachid Benyelles**